**APPEL À MANIFESTATION D’INTÉRÊT (AMI)**

**Objet :** Programme d’assistance complet en matière de réhabilitation physique, de réhabilitation psychologique et de soutien socio-économique aux victimes en Côte d’Ivoire

**Date de publication :** 06 décembre 2017

**Date de clôture :** 31 janvier 2018

**Numéro de référence :** Réf. CPI 123798

**Manifestation d’intérêt à envoyer**

**par courrier électronique à l’adresse :** **tenders@icc-cpi.int**

**Télécopie :** +31 70 515 8336

**Adresse électronique :** **tenders@icc-cpi.int**

La Cour pénale internationale (« la CPI » ou « la Cour »), située à La Haye, aux Pays-Bas, publiera prochainement une invitation à soumissionner relative au « Programme d’assistance complet en matière de réhabilitation physique, de réhabilitation psychologique et de soutien socio-économique aux victimes en Côte d’Ivoire ». À cet égard, elle appelle les organisations qualifiées à manifester leur intérêt.

**Description**

Veuillez vous reporter aux pages suivantes pour consulter la description des services sollicités et les **Conditions minimales requises pour manifester son intérêt**.

**Seules les organisations remplissant les conditions pour soumissionner pourront** **consulter la description détaillée contenue dans l’invitation à soumissionner qu’elles recevront.**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les organisations intéressées sont invitées à envoyer une « Manifestation d’intérêt » ainsi que les documents exigés dans les **Conditions minimales requises pour manifester son intérêt** par courrier électronique à l’adresse : tenders@icc-cpi.int. Merci d’utiliser le formulaire « Manifestation d’intérêt » qui se trouve à la fin du présent document.

Les organisations intéressées sont priées d’indiquer leur numéro de fournisseur si elles sont inscrites sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. Cet appel à manifestation d’intérêt n’est pas une invitation à soumissionner. La CPI se réserve le droit de changer ou d’annuler à tout moment le présent appel à manifestation d’intérêt.



**APPEL À MANIFESTATION D’INTÉRÊT**

**Programme d’assistance complet en matière de réhabilitation physique, de réhabilitation psychologique et de soutien socio-économique aux victimes en Côte d’Ivoire**

1. **Introduction**

La Cour pénale internationale (« la CPI » ou « la Cour ») et le Fonds au profit des victimes (« le Fonds ») ont été créés en 2002 en application du Statut de Rome. La CPI a pour mission de poursuivre et juger les personnes responsables d’un génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité, tandis que le Fonds fournit un appui aux victimes ayant survécu à ces crimes ainsi qu’à leur famille, pour autant qu’elles relèvent des situations à l’égard desquelles la Cour a compétence. Pour atteindre cet objectif, le Fonds a été investi d’un double mandat :

1. Il exécute les ordonnances de réparation rendues par la Cour contre une personne reconnue coupable ;
2. À l’aide des contributions volontaires des donateurs, il apporte une assistance aux victimes et à leur famille relevant des situations dont est saisie la CPI. Pour ce faire, il finance des programmes proposant une réhabilitation physique, un soutien matériel et une réhabilitation psychologique.

Pour plus d’informations sur le Fonds au profit des victimes, veuillez consulter le site suivant : <http://www.trustfundforvictims.org/fr>.

1. **Description du programme d’assistance complet en Côte d’Ivoire**

Au début de l’année 2017, le Fonds a entrepris une mission sur le terrain en Côte d’Ivoire afin d’apprécier la nécessité d’intervenir dans le pays. Aux termes de cette mission, son Conseil de direction a donné son approbation pour l’ouverture d’un programme dans le pays afin d’apporter une réponse holistique adéquate aux besoins en réhabilitation physique, en réhabilitation psychologique et en soutien matériel aux victimes.

Sur cette base, le Fonds souhaiterait mettre en place, en Côte d’Ivoire, un programme d’assistance aux victimes et aux familles de victimes de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité qui auraient été commis dans le contexte de la crise politique et militaire depuis le 19 septembre 2002.

Le programme d’assistance comporte trois volets :

1. la réhabilitation psychologique (conseil et sensibilisation de la communauté aux effets des crimes sur les victimes) porte sur les préjudices psychologiques qui découlent des crimes commis et vise à aider les victimes à surmonter leur traumatisme ;
2. la réhabilitation physique (services chirurgicaux, traitements correctifs et appareils de mobilité) porte sur les préjudices physiques subis ;
3. le soutien socio-économique (programmes qui améliorent les moyens de subsistance et offrent des opportunités de formation professionnelle et agricole) a pour objectif de remédier aux préjudices matériels et d’offrir des opportunités génératrices de revenus aux victimes et à leur famille.

Les projets de réhabilitation des victimes devront être mis en œuvre de façon à soutenir les initiatives existantes de réconciliation et de cohésion sociale.

À travers ses projets, le Fonds se propose de faire entendre la voix des victimes en restaurant leur dignité et en leur redonnant espoir. Les projets concernés mettent l’accent sur la réconciliation et sont sensibles aux normes et dynamiques associées au genre (dimension sexospécifique). Ils sont mis en œuvre au niveau individuel ou collectif, selon une démarche communautaire, et visent une prise en charge holistique pour assurer une réhabilitation aux vertus réparatrices etrépondant aux attentes et aux besoins des victimes.

Le Fonds encourage donc les soumissionnaires à former des partenariats et à indiquer clairement l’organisation principale qui sera responsable vis-à-vis du Fonds de la conformité contractuelle, de la coordination, du contrôle de la qualité et de l’établissement de rapports dans le cadre de la mise en œuvre du projet pour lequel un financement est demandé.

Le programme pourrait s’étendre au district d’Abidjan et aux régions suivantes : Bas‑Sassandra, Bounkani, Cavally, Gbêkê, Guémon, Kabadougou, Lôh-Djiboua, La Mé, Nawa, Tonkpi et Poro.

1. **Conditions minimales requises pour soumettre une « Manifestation d’intérêt »**

Les organisations intéressées par cet AMI sont priées de joindre à leur candidature les documents mentionnés dans les trois conditions minimales requises ci-dessous. Les organisations doivent uniquement soumettre les documents demandés. Seules les candidatures complètes seront prises en considération.

**Condition minimale requise** **n°1**

Enregistrement en Côte d’Ivoire conformément aux lois régissant les organisations à but non lucratif dans le pays :

* Les organisations nationales doivent fournir :
	+ une copie du récépissé de déclaration émis par le Ministère de l’intérieur (préfet, chef d’administration ou leur délégué) conformément à l’article 8 de la loi 60‑315 du 21 septembre 1960[[1]](#footnote-1) ;
	+ une copie d’extrait du Journal Officiel portant publication de l’existence de l’organisation conformément à l’article 11 de la loi susmentionnée.
* Les organisations internationales doivent fournir :
* une copie du récépissé d’enregistrement fourni par le Ministère de l’intérieur et de la sécurité ; et
* une copie de l’« accord d’établissement » ou de l’« accord de siège » signée par le Ministère des affaires étrangères ou le Ministère des Ivoiriens de l’étranger ».

**Condition minimale requise n°2**

Toute organisation qui répond au présent AMI doit présenter **au moins deux (2)** projets différents mis en œuvre dans le passé. Ces projets doivent être semblables à celui faisant l’objet du présent appel à manifestation d’intérêt. Pour ce faire, chaque organisation doit remplir le formulaire intitulé « Formulaire relatif aux références et aux résultats obtenus par le passé avec d’autres bailleurs de fonds » (un formulaire par projet) qui se trouve ci-après. Chaque projet doit être d’une **valeur minimum de 50 000 euros** ou d’un montant équivalent en **francs CFA ouest-africains**.

**Condition minimale requise n°3**

L’organisation doit jouir d’une solide structure décentralisée de gouvernance, d’une solide structure financière et administrative et de prise de décisions. Veuillez fournir une **copie signée** d’un rapport d’audit externe **complet** **datant de moins de quatre ans**. **Les rapports d’audit incomplets, tels que des extraits ou des sections, ne seront pas acceptés.**

**\*\*\***

Les soumissionnaires qui n’auront pas joint les documents demandés ne seront pas invités à formuler une proposition conformément aux lignes directrices indiquées dans l’appel d’offres publiques.

Les organisations intéressées sont invitées à adresser leur « Manifestation d’intérêt » et les documents exigés dans les trois conditions minimales requises par courrier électronique à l’adresse tenders@icc-cpi.int et à mentionner « AMI 123798 » en objet.

La « Manifestation d’intérêt » devra inclure les informations suivantes : nom de l’organisation, adresse, téléphone/télécopie, adresse électronique et contact au sein de l’organisation. Les organisations intéressées à manifester leur intérêt doivent indiquer leur numéro d’enregistrement si elles sont inscrites sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies.

Cet appel à manifestation d’intérêt n’est pas un appel d’offres publiques. La CPI se réserve le droit de changer ou d’annuler à tout moment le présent appel à manifestation d’intérêt.

****

**Formulaire relatif aux références et aux résultats obtenus** **par le passé avec d’autres bailleurs de fonds**

**Projet 1**

À l’aide du formulaire ci‑dessous, veuillez donner des informations concernant chacun des projets pertinents que votre organisation a mis en œuvre à la faveur d’un contrat. Nous vous invitons à renseigner un formulaire par projet ainsi mis en œuvre.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’organisation : | Adresse postale, numéro de téléphone et adresse électronique : |
| Nom du projet mis en œuvre et lieu(x) concerné(s) : | Durée du projet mis en œuvre (en mois) : |
| Date de début du projet : | Date de fin du projet : |
| Valeur du projet mis en œuvre (euros ou francs CFA ouest-africains) : | Nom de la (des) organisation(s) donatrice(s) : |
| Principale(s) mission(s) du projet :  | Principaux résultats obtenus : |
| Nombre de personnes employées par l’organisation aux fins de la mise en œuvre du projet : | Nom du haut responsable concerné (directeur/coordonnateur de projet, chef d’équipe) et fonctions assumées : |
| Brève description des activités entreprises dans le cadre du projet : |
| Veuillez indiquer les coordonnées **de la (des) organisation(s) donatrice(s)** qui ont financé ce projet :Nom de la personne de contact : Numéro de téléphone :Adresse électronique :Numéro de référence du projet/du contrat exécuté : |

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et signature du représentant de l’organisation : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

****

**Formulaire relatif aux références et aux résultats obtenus par le passé avec d’autres bailleurs de fonds**

**Projet 2**

À l’aide du formulaire ci‑dessous, veuillez donner des informations concernant chacun des projets pertinents que votre organisation a mis en œuvre à la faveur d’un contrat. Nous vous invitons à renseigner un formulaire par projet ainsi mis en œuvre.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’organisation : | Adresse postale, numéro de téléphone et adresse électronique : |
| Nom du projet mis en œuvre et lieu(x) concerné(s) : | Durée du projet mis en œuvre (en mois) : |
| Date de début du projet : | Date de fin du projet : |
| Valeur du projet mis en œuvre (euros ou ou francs CFA ouest-africains) : | Nom de la (des) organisation(s) donatrice(s) : |
| Principale(s) mission(s) du projet :  | Principaux résultats obtenus : |
| Nombre de personnes employées par l’organisation aux fins de la mise en œuvre du projet : | Nom du haut responsable concerné (directeur/coordonnateur de projet, chef d’équipe) et fonctions assumées : |
| Brève description des activités entreprises dans le cadre du projet : |
| Veuillez indiquer les coordonnées **de la (des) organisation(s) donatrice(s)** qui ont financé ce projet :Nom de la personne de contact : Numéro de téléphone :Adresse électronique :Numéro de référence du projet/du contrat exécuté : |

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et signature du représentant de l’organisation : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**MANIFESTATION D’INTÉRÊT**

CPI 123798

**Numéro de référence de l’AMI :**

1. Renseignements relatifs à organisation :
2. Nom de l’organisation : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Adresse (pour retour de réponse) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
4. Téléphone :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Télécopie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Adresse électronique :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Contact au sein de l’organisation : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Numéro de fournisseur sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. <https://www.loidici.com/Groupementassociation/groupementsassodeclarees.php> [↑](#footnote-ref-1)